

Canada - Japan  
Inter-Parliamentary Group



Groupe interparlementaire  
Canada - Japon

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation à la visite annuelle des  
coprésidents au Japon**

**Groupe interparlementaire Canada-Japon**

**Tokyo, Japon  
Du 13 au 18 février 2010**

# Rapport

L'honorable Bryon Wilfert, C.P., député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ), et l'honorable Richard Neufeld, sénateur et coprésident suppléant du GICJ, ont procédé à la visite annuelle des coprésidents du GICJ, à Tokyo, au Japon, du 13 au 18 février 2010. L'objectif principal de la visite était de discuter de l'organisation de la 17<sup>e</sup> réunion bilatérale des parlementaires canadiens et japonais qui sera tenue ultérieurement au Canada. La visite a également permis aux coprésidents de réaffirmer à leurs homologues japonais l'importance des relations entre le Canada et le Japon. Les coprésidents étaient accompagnés de M<sup>me</sup> Elizabeth Kingston, secrétaire administrative du GICJ.

## Objectifs

- Discuter des objectifs et de l'organisation de la 17<sup>e</sup> réunion bilatérale qui sera tenue au Canada.
- Faire mieux connaître le Canada à Tokyo grâce à des rencontres stratégiques avec des membres de la Diète, des représentants locaux et des chefs d'entreprises japonaises et canadiennes.
- Renforcer les liens entre les parlementaires des deux pays.

## Participants

Vous trouverez une liste complète des personnes rencontrées par les coprésidents à l'annexe A du présent rapport.

## Tokyo

Les coprésidents ont amorcé leur visite à Tokyo en participant à une séance d'information offerte par l'ambassadeur Jonathan Fried. Les discussions avec les parlementaires japonais ont porté sur les relations bilatérales, la situation politique nationale et internationale (y compris les résultats des dernières élections au Japon), le commerce et les investissements (notamment la crise financière mondiale et ses effets sur l'économie japonaise), la paix et la sécurité ainsi que les prochaines réunions bilatérales du GICJ et de la Ligue d'amitié des parlementaires Japon-Canada.

## Relations bilatérales entre le Japon et le Canada

Les remarquables relations entre le Canada et le Japon ont atteint un point culminant lors de la visite historique de Leurs Majestés l'empereur et l'impératrice du Japon au Canada pour souligner le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Cette visite fut la première de l'empereur depuis 1953, alors qu'il était prince héritier. Leurs Majestés ont été chaleureusement accueillies partout au pays.

Les élections d'août 2009 ont grandement changé le paysage politique du Japon. Le parti démocratique du Japon (PDJ), dirigé par le premier ministre Hatoyama, a remporté haut la main les élections, défaisant le parti libéral démocrate (PLD), qui dirigeait le pays depuis 54 ans. Cette victoire est considérée comme un vote de contestation et non comme une approbation des politiques du PDJ. En effet, l'électorat japonais a exprimé sa frustration face à l'incapacité du PLD de répondre aux besoins sociaux du pays. Cinq mois après l'élection, le PDJ se heurte déjà à des obstacles : sa cote de confiance a chuté de 70 % à 45 %, et le premier ministre Hatoyama et le secrétaire du parti Ozawa ont tous deux été impliqués dans des controverses financières. Les élections à la Chambre haute auront lieu en juillet 2010.

En 2010, le Canada accueillera les sommets du G8 et du G20 et le Japon accueillera le sommet de l'APEC. Ces événements donneront lieu à des visites mutuelles des ministres et des premiers ministres. Qui plus est, le fait que le Canada soit l'hôte des Jeux Olympiques d'hiver de 2010 fera mieux connaître le Canada au Japon.

Les relations entre le Canada et le Japon sont fondées sur des valeurs communes comme la primauté du droit, des pratiques semblables dans les domaines des affaires et des banques, des programmes sociaux solides et de longues traditions démocratiques. Ensemble, ils ont contribué à façonner l'avenir de la région de l'Asie-Pacifique, particulièrement dans les domaines de la viabilité économique, des relations politiques et du développement des régions moins avantagées. En outre, les deux pays reconnaissent les bénéfices des projets conjoints d'investissement à long terme, d'une plus grande intégration des économies japonaise et canadienne, et des initiatives gouvernementales. Au chapitre de la paix et de la sécurité, le Japon est un partenaire inestimable, tant sur les plans bilatéral que multilatéral, en ce qui concerne une foule de dossiers internationaux, comme la Corée du Nord, l'Afghanistan, le Moyen-Orient, les droits de la personne, le contrôle des armements et le désarmement. Enfin, les populations des deux pays ont su maintenir de forts liens entre elles grâce à l'immigration, au tourisme et à l'éducation.

### **Scène politique nationale et internationale**

Les représentants japonais ont présenté les défis que doit relever l'économie japonaise, comme le vieillissement de la population, un taux de natalité faible, une devise forte et la déflation. Lors des élections du 30 août 2009 à la Chambre basse, le parti démocratique du Japon (PDJ) a pris le pouvoir pour la première fois en 54 ans, remportant 308 des 480 sièges. Les Japonais ont ainsi montré qu'ils rejetaient le statu quo et qu'ils voulaient régler la crise économique et des questions de sécurité économique comme le chômage, les soins de santé et les pensions. Yukio Hatoyama et le PDJ ont remporté les élections haut la main, défaisant le PLD, parti conservateur qui a dirigé le pays presque sans interruption pendant plus de 50 ans. Après sa victoire, le PDJ a formé une coalition avec deux petits partis (le parti social-démocrate et le nouveau parti populaire) afin d'obtenir la majorité à la Chambre haute. Depuis sa création en 1954, le PLD a toujours été au pouvoir, à l'exception d'une période de

deux ans. Sur la scène nationale, le Japon est toujours aux prises avec le vieillissement de la population et le fardeau que cette crise impose aux services sociaux, un problème qui a largement contribué à l'augmentation de la dette nationale. Les Japonais étaient de plus en plus mécontents des politiques du PLD, particulièrement dans le domaine social, et ont donc profité des élections pour protester contre ces politiques.

Sur le plan international, le Japon a organisé avec brio un sommet des dirigeants du G8 et œuvré à renforcer ses relations avec la République de Corée et la Chine afin d'accroître la collaboration économique entre les trois États. Le Japon maintient aussi son étroite alliance avec les États-Unis.

Les coprésidents ont fait part de leur préoccupation concernant l'accession du Japon à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Vu le grand nombre de cas d'enlèvement qui ne sont pas résolus parce que des enfants sont emmenés au Japon à la suite de divorces ou de séparations, le Canada presse le Japon de ratifier la Convention de La Haye de 1980, qui protège les enfants en garantissant que ce soit le pays où habite généralement l'enfant concerné qui détermine quels sont ses intérêts supérieurs. Bien que le Japon ne soit pas encore signataire de la Convention, certains membres de la Diète ont indiqué aux coprésidents qu'ils assureraient un suivi de cette question. Il y a actuellement 37 cas d'enlèvement où des familles canadiennes sont concernées.

## **Commerce et investissement**

Bien qu'il soit éclipsé par la croissance rapide de la Chine, le Japon demeure l'une des plus fortes économies du monde et l'un des principaux partenaires économiques et commerciaux du Canada. Son marché de la consommation est vaste et sophistiqué, et présente un potentiel considérable pour les exportateurs canadiens. De plus, les fabricants et exportateurs japonais sont à l'avant-garde sur le plan des technologies, du design et de la R.-D.

De tous les pays membres du G8, le Japon a été le plus touché par la récession mondiale : il a dû faire face à un resserrement de son crédit intérieur, à l'effondrement de ses marchés boursiers et une chute vertigineuse de ses exportations. Tous s'entendent pour dire que la reprise économique sera longue et ardue et qu'il faudra absolument assainir les finances publiques. La crise économique a provoqué la mise à pied massive de travailleurs permanents, qui ont été remplacés par des travailleurs non permanents, ce qui a créé un déséquilibre considérable entre ces deux catégories d'emploi. Cette situation a instauré un curieux climat pour les discussions concernant la conclusion d'un accord de partenariat économique avec le Japon. Les coprésidents se sont penchés avec insistance sur ce sujet au cours de leurs réunions. Pour les Japonais, le point le plus important dans ces discussions était les droits de douane applicables aux produits agricoles. Le gouvernement du PDJ espère profiter des discussions sur l'accord de partenariat économique afin d'entreprendre des réformes essentielles et durables du secteur agricole. À ce sujet, les coprésidents ont indiqué

que le Canada pourrait constituer pour le Japon une source stable de bœuf, de porc, de blé, de canola et d'autres produits sans pour autant nuire à ses exportations de riz et d'agrumes. Ils ont également souligné que le Canada détient les deuxièmes plus importantes réserves pétrolières au monde et qu'il pourrait donc constituer pour le Japon une source de pétrole équitable, durable et stable.

## **Paix et sécurité**

La coopération entre le Canada et le Japon en matière de paix et de sécurité est fondée sur des valeurs et des intérêts communs et bien établis, ce qui permet de discuter de coopération bilatérale et multilatérale sur une foule de questions régionales et internationales, comme la situation en Corée du Nord, le Moyen-Orient et l'Afghanistan. En raison de restrictions constitutionnelles (article 9) limitant sa capacité de déploiement de troupes, le Japon contribue aux efforts en Afghanistan, mais seulement sur le plan financier, versant 5 milliards de dollars pour la reconstruction et la réintégration. Bien que le PDJ n'ait pas changé sa politique sur l'Afghanistan, on se questionne actuellement sur le rôle des Forces d'autodéfense. Le Canada aimerait que le Japon déploie davantage de troupes. Cent trente soldats japonais sont actuellement présents en Afghanistan.

Afin d'accroître les opérations militaires conjointes, les coprésidents ont de nouveau invité le Japon à nommer un attaché militaire à son ambassade à Ottawa. Le Japon a actuellement six attachés militaires à Washington. Bien qu'il soit préférable qu'un attaché militaire soit posté à Ottawa, les coprésidents ont proposé que, dans l'immédiat, au moins un des attachés de Washington soit également responsable du Canada. Ces deux solutions ont été bien accueillies.

On a aussi discuté du débat en cours au Japon sur le déménagement de la base militaire américaine d'Okinawa. Ce point a été soulevé dans le cadre de discussions sur les relations entre le Japon et les États-Unis.

La situation dans la péninsule coréenne et les ambitions nucléaires de la République populaire démocratique de Corée constituent d'autres enjeux importants pour les Japonais en matière de politique étrangère. Les coprésidents ont indiqué que le Japon devait jouer un rôle plus actif dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité et modifier l'article 9 de sa Constitution. De plus, les « pourparlers à six » revêtent encore plus d'importance étant donné qu'il circule depuis longtemps des allégations d'enlèvement de citoyens japonais par la Corée du Nord. Les coprésidents ont indiqué que le Canada appuie ces pourparlers, ainsi que la poursuite du dialogue avec la Corée du Nord afin de favoriser la réunification de la péninsule coréenne.

## **Consultations bilatérales**

Les coprésidents ont rencontré leurs homologues de la Ligue d'amitié des parlementaires Japon-Canada. Il a été conclu que la 17<sup>e</sup> réunion bilatérale aura lieu au Canada pendant l'hiver 2011, probablement sur la côte Ouest. Pendant leur visite

au Japon, les coprésidents ont pu assister à l'assemblée générale annuelle de la Ligue d'amitié des parlementaires Canada-Japon, l'équivalent du GICJ, au cours de laquelle le comité exécutif a été élu.

## **Divers**

### La Chambre de commerce canadienne au Japon

Pendant leur séjour à Tokyo, les coprésidents ont rencontré des représentants de la Chambre de commerce canadienne au Japon (CCCJ), qui regroupe des gens d'affaires et des entrepreneurs de tous les secteurs et encourage le développement du commerce entre le Canada et le Japon depuis 1975. Elle compte 300 membres, représente 40 secteurs d'activités et est la plus ancienne chambre de commerce canadienne en Asie.

Les représentants de la CCCJ ont fait part des retombées positives de la visite de Leurs Majestés au Canada pour souligner le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. De plus, les sommets du G8 et du G20 ont grandement contribué à faire connaître le Canada au Japon.

L'une des manières de souligner l'importance des relations entre nos deux pays est d'entamer des discussions en vue de conclure un accord de partenariat économique. Les premiers ministres Martin et Koizumi ont signé une entente en 2005, et la Chambre de commerce souhaite la reprise des discussions. On a souligné que le Japon semble plus axé sur les marchés asiatiques, ce qui explique pourquoi il est ardu de faire des affaires au Japon en cette période économique difficile. Ils ont reconnu que les entreprises japonaises revoient actuellement leurs priorités pour suivre l'évolution des marchés mondiaux où la montée du protectionnisme, la faible consommation et la sensibilité au prix sont devenues la norme. Ils craignent que le Japon ne se perçoive comme la « vieille Asie », plus particulièrement lorsqu'on le compare au titan économique qu'est devenue la Chine.

## **Conclusion**

Le Parlement du Canada et la Diète du Japon entretiennent des relations privilégiées fondées sur la considération mutuelle, des objectifs économiques similaires et le respect des traditions sociales et culturelles. Enrichies par des visites comme la visite annuelle des coprésidents, ces relations permettent aux deux institutions de reconnaître l'importance du partenariat nippo-canadien et de travailler à une meilleure compréhension des questions d'actualité propres aux contextes politique et économique des deux pays. Cette visite des coprésidents du GICJ à Tokyo a constitué une occasion en or pour non seulement renforcer les liens déjà établis au Japon, mais aussi pour en tisser de nouveaux. De plus, les coprésidents ont ainsi pu engager avec leurs homologues des discussions essentielles en vue de la planification et de l'organisation de la 17<sup>e</sup> réunion bilatérale au Canada.

Un résumé des frais de déplacement est annexé au présent rapport.

Respectueusement soumis,

L'hon. Bryon Wilfert, C.P., député  
Coprésident  
Groupe interparlementaire  
Canada-Japon

L'hon. Richard Neufeld, sénateur  
Coprésident suppléant  
Groupe interparlementaire  
Canada-Japon

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Groupe interparlementaire Canada-Japon
<b>ACTIVITÉ</b>	Visite annuelle des coprésidents au Japon
<b>DESTINATION</b>	Tokyo, Japon
<b>DATES</b>	Du 13 au 18 février 2010
<b>DÉLÉGATION</b>	
<b>SÉNAT</b>	L'honorable Richard Neufeld, sénateur, coprésident suppléant du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ)
<b>CHAMBRE DES COMMUNES</b>	L'honorable Bryon Wilfert, C.P., député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon (GICJ)
<b>PERSONNEL</b>	M <sup>me</sup> Elizabeth Kingston, secrétaire administrative
<b>TRANSPORT</b>	<b>8 140,02 \$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>3 487,71 \$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>375,65 \$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>1 776,90 \$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>906,00 \$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>3 125,24 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>17 811,52 \$</b>

## **ANNEXE A**

Liste des personnes que la délégation a rencontrées lors de la visite annuelle de 2010 des coprésidents du Groupe interparlementaire Canada-Japon, Tokyo (Japon)

### **Ambassade du Canada au Japon**

M. Jonathan Fried, ambassadeur

M. Robert Derouin, ministre et chef de mission adjoint

M. Paul Thoppil, ministre (commerce)

M. Michael Eyestone, conseiller (économie et finances)

M. Christopher Burton, premier secrétaire (politique)

M<sup>me</sup> Mayuko Toho, attaché politique

M. Yasuhiro Nakasone, ancien premier ministre

M. Takuji Yanagimoto, membre de la Chambre des représentants (président suppléant de la délégation parlementaire japonaise au FPAP à Singapour)

### **Anciens ambassadeurs du Japon au Canada**

M. Sadaaki Numata, conseiller, Kajima Co.

M. Michio Mizoguchi, conseiller permanent, Kajima Co.

### **Chambre de commerce canadienne au Japon**

M. Eric DeGroot, président, CCCJ

M<sup>me</sup> Monica Merz, ToysRUs

M. Chris Garton, Air Canada

M. Shawn Lawlor, Canada Wood

M. Bill Varvaris, directeur général, CCCJ

Représentants de Maple Leaf Foods et de Manulife

### **Ligue d'amitié des parlementaires Japon-Canada**

M. Takahiro Yokomichi, président de la Ligue d'amitié

M. Akihiro Ohata, secrétaire principal

M. Yasukazu Hamada, secrétaire général

M. Yuichi Goto, sous-secrétaire général

### **Journalistes japonais chevronnés**

M. Ikuya Tanaka, chroniqueur économique, Asahi Shimbun GLOBE

M<sup>me</sup> Kazuyo Nakamura, journaliste, Asahi Shimbun GLOBE

M. Eiji Furukawa, chroniqueur international, Nikkei

M. Keiichi Hirose, chroniqueur économique, Kyodo News

M. Hideomi Kinoshita, chroniqueur politique, Kyodo News

M. Yoshio Hanada, rédacteur adjoint, chronique internationale, gestionnaire des affaires internationales, Yomiuri Shimbun

M. Takeshi Yamashina, rédacteur adjoint, affaires politiques, Mainichi Shimbun

### **Comité des affaires étrangères de la Chambre basse**

M. Muneo Suzuki, président

### **Département des relations internationales du Parti démocratique du Japon**

M. Yukihisa Fujita, directeur général

M. Ikuko Tanioka, directeur général adjoint

### **Ministère des Affaires étrangères**

M. Shuji Kira, secrétaire parlementaire des Affaires étrangères

### **Comité de l'économie, du commerce et de l'industrie de la Chambre basse**

M. Shozo Azuma, président

### **Comité du budget de la Chambre haute**

M. Kenji Fujisue, membre du Comité du budget de la Chambre haute et chef de la mission de recherche (ODA) à Ottawa de la Chambre haute en 2009

### **Parti libéral démocrate**

M. Itsunori Onodera, directeur, département des Affaires étrangères